



Vigilance Soudan

« Sur 71 agents des NU qui s'occupent des négociations au Darfour, un seul est compétent. »

www.vigilsd.org

Ban Ki-Moon

Bulletin créé en 1992

N°144 - Septembre / Octobre 2007

Vagues scélérates

Des vagues gigantesques de trente mètres ou plus naissent de la conjonction d'autres, de taille normale. Elles coulent souvent les navires, on les dit scélérates. *Mutats mutandi*, c'est ce qu'il semble arriver au Soudan.

Le président Béchir nomma à la tête du Darfour Nafi' Ali Nafi', son assistant. Faucon très influent, il fut longuement chef de la sécurité aux débuts du régime et auteur de très nombreuses atrocités, hélas pas connu pour savoir composer. Béchir a aussi nommé président d'une Commission des droits de l'homme, Ahmed Haroun, ministre des Affaires humanitaires, patron des camps de déplacés et des ONG, l'un des deux inculpés par la Cour Pénale Internationale (CPI). Les exactions s'y perpétuent. Khartoum a invité trente mille arabes nigériens, tchadiens et maliens à s'établir sur les terres africaines d'où ont fui les déplacés.

La France et l'Angleterre ont dû abandonner plusieurs points de leur projet de Résolution sur la Force hybride Nations-Unies/Union Africaine (NU/UA) pour avoir l'agrément sino-russe. Même la protection des civils est en pointillés : la Force ne désarmera pas les janjawid ; son droit de protéger les civils ne s'étendra qu'aux zones qu'elle occupera et elle le partagera avec le gouvernement soudanais, féroce envers eux.

La Résolution finale donnait la préférence, sous les ordres des NU, à des troupes africaines d'une capacité compatible avec le niveau onusien. Après une visite à Béchir et sans consulter les NU, qui dirigent la Force et règlent la facture, Alpha Konare, le chef de l'UA, prétendit que l'Afrique fournirait toutes les troupes. Les experts déclarèrent que les africains n'avaient ni armées ni polices qualifiées ou efficaces. Le Soudan menace de repousser le déploiement de la Force. Comme l'écrit sur le site *Sudqn Tribune*, Wasil Ali : « La ligne fine séparant les positions de l'UA, une organisation régionale, de celle du gouvernement soudanais, partie au conflit, s'est érodée.. Pour le Soudan, les africains sont plus faciles à manipuler ; ils n'exposeront pas ses méfaits au monde en prenant des positions favorables à son égard... Auparavant l'UA avait demandé le commandement de la force hybride,... une demande sans précédent, étant donné ses échecs passés. Sans consultations, elle nomma commandant en second le général rwandais Karoke, accusé de crimes de guerre... La CPI s'est efforcée sans succès de signer un accord de coopération avec l'UA. La faiblesse de Ban Ki-Moon est extrême... »

L'UA fut d'une solidarité sans faille avec le Soudan pour imposer les principes de négociations de paix que nous avons souvent fortement critiqués. Les médiateurs, personnalités et Etats, furent nommés sans consulter les insurgés ; la feuille de route de Salem Ahmed Salem est très encadrée (VS n°143). Le plus important chef de l'opposition, Abd el Wahed el Nour, dirigeant du Mouvement de Libération du Soudan (MLS) refuse de négocier sans cessez-le feu général. Récemment, Béchir promit de l'instaurer lors des négociations. Promesse qui

ne l'engage à rien. Il ajouta qu'il serait limité aux seuls négociateurs. Qu'arrivera-t-il aux camps de déplacés ? Depuis, les NU bâclent, sans accorder ni délai, ni appui sérieux aux rebelles du MLS pour leur unification. Les négociations sont prévues le 27 octobre en Libye, Etat qui a pressé le Soudan de rejeter les forces onusiennes. Qaddafi soutint naguère militairement les arabes du Sahel, depuis il parla toujours de sanctionner les rebelles et utilisa des motivations financières pour promouvoir la multiplication de leurs factions. Sans s'interroger sur ses responsabilités, Béchir doute du succès : les factions sont trop nombreuses et ne représentent pas les groupes armés. Les Américains menacent les rebelles de sanctions s'ils ne se rendent pas en Libye. Ils l'avaient déjà fait pour la non signature d'Abuja, qu'ils justifient désormais.

Concluons avec Wasil Ali : « Il est temps que la communauté internationale et les défenseurs du Darfour réalisent que l'UA et Khartoum sont les deux faces de la même médaille. L'UA agit comme mandataire du gouvernement soudanais ; elle rend la vie plus difficile au peuple du Darfour en retardant le déploiement de la Force de maintien de la paix, en réduisant son activité et en agissant dans la recherche de l'accord de paix comme médiateur partial. Nous devons dépasser les clichés félicitant l'UA pour le travail fait au Darfour. La crise humanitaire ne peut être piratée par quelques hommes de l'UA dont le seul intérêt est de faire plaisir à un côté aux dépens de l'autre. »

Salva Kiir surprend en déléguant une part importante de ses pouvoirs, dont certains ont des incidences financières, à son vice-président Riek Machar. Les problèmes du Sud-Soudan sont toujours les mêmes, le développement, la sécurité, la corruption et par dessus tout, la non mise en oeuvre de l'accord de paix (CPA). Salva Kiir rencontra le ministre de l'Intérieur du gouvernement central. Etait-ce pour se plaindre de son empiètement sur les autorités locales du Sud en zone pétrolière ? Une divine surprise redoublera peut-être les difficultés : mandaté pour aider à retrouver le tracé de la frontière Nord/Sud lors de l'Indépendance, que le CPA prévoit de reprendre, le britannique Douglas Johnson a déclaré qu'on la situe aujourd'hui « beaucoup trop au Sud ». Khartoum n'a pas retiré totalement l'armée soudanaise du Sud-Soudan comme prévu et dit avoir démobilisé les milices, mais les rémunère. Il ne se retirera pas avant que l'ALPS n'abandonne les régions désolées du Nord où le nombre de ses soldats est difficile à apprécier. Selon Salva Kiir, un risque de reprise de guerre existe. Béchir lui répondit en substance qu'il a l'intention d'appliquer la paix sauf pour Abyei (point le plus cher peut-être aux sudistes) et non de reprendre la guerre, comme si c'était lui qui allait en décider.

Tandis que des voix doutent de la politique onusienne, le Soudan vit aux rythmes lancinants de drames : Abyei, les barrages du Nil au Nord, les prétendues tentatives de coup d'Etat à Khartoum, les difficultés de l'Est, les expulsions d'étrangers connus...

Forces bancales

Des tergiversations et de pressions durèrent quatre mois sans effet pour une force des NU puis huit mois pour une force hybride, acceptée en juin par Khartoum à condition qu'elle soit à direction africaine. Finalement, le Conseil de Sécurité a adopté à l'unanimité par la Résolution 1769 la force hybride appelée Minuad. Elle comprendra, avec les membres de l'UA, près de 26 000 soldats et policiers sous la direction des NU, et coûtera dès la première année plus de deux milliards et demi de dollars. Sous chapitre VII, la Minuad est autorisée à prendre les actions requises pour protéger ses personnels, assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et protéger les civils. Les NU doivent prendre le relais de l'autorité avant le 31 décembre* et les forces arriver début 2008.

La résolution 1760, sous initiative franco-britannique, fut gravement amendée pour obtenir l'unanimité, ce qui lui enlève beaucoup de sa force.

Les menaces de sanctions contre Khartoum en cas de non-respect ont été gommées, mais les Etats-Unis l'ont menacé de leurs propres sanctions ; la force se contentera de surveiller l'exécution des accords signés et l'embargo sur les armes, sans les faire appliquer ; son rôle de protection des civils est limité aux zones de déploiement, sans préjudice de la responsabilité du gouvernement soudanais ; elle ne désarmera pas les janjawid. Khartoum a interprété la Résolution en disant que la Force ne protégerait pas les civils. La Résolution reste très vague en ce qui concerne le commandement et le contrôle des NU.

Des Etats africains, mais aussi la Malaisie, Etat asiatique, venaient de promettre d'envoyer des forces quand le Haut Commissaire de l'UA, Alpha Omar Konare, désormais l'allié du Soudan, déclara à la suite d'une rencontre avec Béchir que les troupes africaines suffisant, les autres devenaient inutiles. Comment l'UA tiendra-t-elle ses promesses à la Somalie? Elle ne peut fournir 20 000 soldats qualifiés et encore moins la police. Tous les rebelles réagirent énergiquement à cette déclaration.

Rodolphe Adada, le chef politique de la force africaine, accepté par les NU pour commander la Minuad, déclara que les troupes africaines devaient être du niveau prévu par les NU. La porte-parole du Secrétaire général des NU dit « *»Nous avons toujours besoin d'unités spécialisées en technologie, communications, transports cela peut être fourni par d'autres pays* ». Les africains ont promis plus d'infanterie qu'il en est besoin, ajouta-t-elle. *Human Rights Watch* a écrit à Konare que l'expérience devait primer sur la nationalité. Le même jour, le 17 août, la Suède et la Norvège unies, et la Chine s'engagèrent à envoyer des unités d'engineering les premières pour aider à construire des routes et une infrastructure de communications, la Chine, quelque 300 hommes pour construire des ponts, entretenir des routes et explorer des sources d'eau. Pour améliorer leur image et protéger les jeux olympiques menacés de boycott par les défenseurs du Darfour, les Chinois firent une exhibition de leurs qualités et de leur entraînement. Le gouvernement soudanais accepte leur soutien amical, sans commentaires. Guehenno, secrétaire d'Etat adjoint des NU chargé des opérations de maintien de la paix, se plaint du manque de troupes européennes.

Avec ces mésententes NU/UA, le Soudan menace de repousser le déploiement de la force hybride.

*Les chefs politique et militaire africains sont arrivés en poste après avoir été nommés par un accord NU/UA. L'assistant militaire, nommé par les africains sans protestation onusienne, est accusé par un groupe d'exilés rwandais d'avoir supervisé des massacres de civils.

Arusha

Pour unifier leur positions lors des négociations, quelques rebelles, pour la plupart sans importance militaire et politique, se réunirent à Arusha sous la houlette ferme des médiateurs.

Les grands absents : Abd el Wahid el Nour a refusé, malgré d'énormes pressions soudanaises et internationales, de se rendre à Arusha. Furieux, Khartoum a appelé Madame Robichon, ambassadeur de France, le pays hôte d'Abd el Wahid, pour lui dire son mécontentement du manque de pressions ; certes, elle n'a appliqué ni menaces, ni tortures. Abd el Wahid demanda pour s'impliquer, l'application des cessez-le feu signés en 2004 et 2006 par le gouvernement du Soudan, réclamée par l'Union Européenne, le désarmement des janjawid, l'expulsion des colons des terres africaines, « nos terres », et aussi parfois la présence de la force hybride avec les NU.

Suleiman Jamous fut membre du Congrès National mais suivit Tourabi, ce pourquoi il fut torturé à la prison de Port-Soudan, la pire. Il survécut, fut un coordinateur humanitaire exceptionnel pour l'Armée de Libération du Soudan ; en zone rebelle, il appliqua méticuleusement le droit humanitaire et les droits de l'homme et fit relâcher les enfants soldats. Quand Minni Minawi fit sécession, il resta avec Abd el Wahid. Opposé à l'accord d'Abuja il fut emprisonné et torturé par Minni Minawi, le signataire, dès le 20 05 06. Jan Pronk, alors représentant des NU au Soudan, obtint sa libération le 22 06 06 et le fit transférer à Kadugli, Kordofan, à l'hôpital des NU. Khartoum « punit » les NU en leur interdisant l'aide humanitaire pendant deux jours.

Dès lors, Suleiman ne put sortir de cet hôpital sans être arrêté par Khartoum qui le traite de terroriste alors qu'il n'a jamais eu d'arme à la main et ne s'est occupé que d'humanitaire et de paix. L'hôpital de Kadugli n'eut pas les moyens de diagnostiquer son mal, dû à ses tortures à Port-Soudan. De nombreuses personnalités demandèrent qu'il soit libéré pour être diagnostiqué, puis les insurgés présents à Arusha, qu'il se joigne à eux. Sans succès.

Sur intervention de Ban Ki-Moon, Béchir l'a libéré après Arusha. Il fut emmené au Kenya, l'hôpital des NU refusa son admission, puis avec un viatique onusien misérable de 500 \$, au Tchad d'où il espérait le 15 septembre aller dans un Etat occidental pour un diagnostic.

Présentes à Arusha, il y eut neuf factions rebelles. Les cinq minuscules du *Front for Liberation and Development*, dont le NMRD, surtout tchadien, qui avait déjà signé un accord, le parti de Diraij, sans armée et apprécié dans la diaspora, un petit mouvement arabe; puis quatre très petites factions SLM et le MJE dont le leader, Khalil Ibrahim, sous sanctions américaines, subit de fortes pressions du Tchad pour envoyer son délégué.

La conclusion des rebelles d'Arusha fut d'accepter la feuille de route, à laquelle ils ajoutèrent subrepticement la propriété de la terre, mais ne parlèrent ni de la propriété de l'eau (en particulier souterraine trouvée sous un méga-lac), ni du partage des fonds qui viendraient de la vente d'éventuels minerais. Ils acceptent la médiation des « voisins » avec la présence de la communauté internationale, ainsi que le cessez-le feu s'il est général. Le MJE s'est plaint de l'arrivée dans les villages de 30 000 arabes étrangers. Il demanda des compensations pour le retour dans les villages; et exclut des négociations les Etats qui ont signé un protocole de sécurité avec Khartoum..

Il déclara plus tard qu'en cas d'échec des négociations de Tripoli, il lutterait pour l'indépendance du Darfour. Il ne veut pas appliquer de cessez-le-feu avant la paix.

Résultat : Des dizaines de milliers de déplacés manifestaient en même temps dans leurs camps du Nord et Sud Darfour. Dans un texte remis à Eliasson, le médiateur NU, ils demandaient :

- la participation de tous les Darfouriens au processus de paix,
- la mise en oeuvre de la Résolution 1769 du Conseil de Sécurité,
- la présentation des criminels à la Cour Pénale Internationale.

Un de leurs dirigeants a déclaré à Al Ayam : « *Le parti du Congrès National démantèle les groupes rebelles pour en supprimer quelques-uns, soutenir certains, modifier les autres* ». Et un autre : « *Plus vous reconnaissez des individus comme leaders de factions en les invitant, plus de factions il y aura et donc des désordres sur le terrain* ».

FOUR

MJE Mouvement pour la Justice et l'Egalité

Combien de morts ?

(Le Conseil des Affaires publiques euro-soudanaises – ESPAC – dirigé par David Hoile, au passé très trouble, fut certainement organisé et est toujours financé par le gouvernement soudanais. Il porta plainte auprès d'ASA, l'autorité britannique des Niveaux d'annonces, contre les ONG Save the Darfur, américaine, et Aegis Trust, britannique, pour avoir fait une publicité de 400 000 morts au Darfour pendant la guerre, L'ESPAC ne peut faire autrement que parler de 200 000 morts alors que Khartoum en mentionne 9 000. L'ASA lui donna raison car ce sont des « sujets sur lesquels les opinions divergent. Les défenseurs auraient dû marquer leurs sources. ». Eric Reeves avait fait une étude en avril 2006, arrivant à plus de 450 000 morts. Alex de Waal reste en-deçà VS).

Alex de Waal Human Rights Watch

17 08 07 Points principaux

Save Darfur et Aegis Trust insérèrent une annonce « Massacre au Darfour, 400 000 ... tués. » en sous-entendant à tort que tous moururent de violence ; ce ne fut pas relevé par l'ASA.

Les études que nous soutenons sont GAO; Center for Resarch on the Epidemiology of Disasters (CRED) et Bloodhund qui analyse les morts par violence d'avril 2003 à septembre 2005. Ce dernier double les chiffres du CRED, « mais ses méthodes n'ont pas été étudiées ». Peu de données existent pour les populations qui ne sont pas atteintes par les ONG. Les peuples du Darfour sont plus durs et plus habiles à survivre à des crises de nourriture que les outsiders ne l'estiment. Les NU compilent mais ne publient pas les rapports de morts violentes depuis l'automne 2004. Les pics concernent la défaite des forces gouvernementales par les rebelles (début été 2006) et les combats entre arabes, Terjam contre milice Mahariya. L'inflation des estimations peut déprécier la souffrance. Même la mort de 200 000 personnes est un crime de premier ordre.

Eric Reeves The Guardian 20 08 07

Traduit et résumé par VS

Quelle est la mortalité depuis février 2003, début de la guerre ? L'ASA n'est pas la meilleure source

pour comprendre les complexités des évaluations concurrentes, allant de 9 000 selon Khartoum à bien plus de 450 000 comme nous l'avons écrit. Pourquoi cela a-t-il de l'importance ? En février 2004, une des années les plus destructrices du génocide, les NU estimèrent à 3 000 le nombre des morts, un nombre stupidement bas. Les efforts des activistes obligèrent à un vrai examen des chiffres disponibles, qui étaient en fait très limités. Cette pression aida à obtenir des données plus importantes quoiqu'elles n'appliquent pas toujours les règles de l'épidémiologie.

Les données les plus controversées vinrent, en août 2004, d'une étude de l'ONG Coalition pour la Justice Internationale (CIJ) destinée à savoir s'il s'agissait d'un génocide. Les 1136 interviews conduites au hasard parmi des réfugiés darfouriens au Tchad près de la frontière, venaient de professionnels qui avaient enquêté, sur des génocides précédents, les droits de l'homme, ou l'application de la loi. Ils avaient des ressources importantes et un grand nombre d'interprètes. L'immense consensus parmi les enquêteurs fut que le génocide avait eu lieu et continuait. Leur travail fut à la base de la décision américaine de le reconnaître. Le CIJ présenta des données fort significatives et importantes sur la mortalité. Selon les organisations humanitaires, la cause accablante des morts alors fut la violence. Vers la fin de l'été 2004, ce fut la maladie et la malnutrition, liées à la violence.*

Trois études essayèrent de prendre en compte les données CIJ. Tout suggéra que le nombre de morts se situait entre 350 000/400 000 et plus. Cette utilisation jusqu'à fin 2005 fut jugée durement par le Bureau de Comptabilité du Gouvernement américain (GAO). Sans prendre en compte ces données, on ne peut calculer les morts de façon efficace. Ces postulats ne furent jugés déraisonnables, ni par le GAO ni par l'ASA. Si on ignore ces données, le taux de mortalité violente est très sous-estimé.

*Il faut prendre aussi en considération la durée étudiée par les diverses estimations. Le conflit dure 54 mois. Aucune étude prise en compte par l'ASA et le GAO n'en tient compte. Celle favorisée par le GAO reflète environ un tiers de la durée du conflit. L'étude de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), publiée au printemps 2005**, et celle des NU, en été 2005, eurent des conséquences. Un important officiel des NU nous dit alors en*

termes énergiques qu'il n'y aurait plus d'études de mortalité à cause du harcèlement violent de Khartoum. Le régime était clairement déterminé à rendre impossible des hypothèses. Même les données des NU de 2005 exclurent, à cause de l'insécurité, la plus grande partie du Darfour Sud, région qui compte la moitié des habitants.

Il ne peut y avoir aucune certitude sur la mortalité totale. Mais il nous faut une fourchette. Le taux plancher fut donné par Science en septembre 2006, 200 000 morts sous la plume des professeurs Hagan et Palloni. Ils exclurent les données CIJ, en utilisant d'autres plus précises mais moins révélatrices. Toutefois, Hagan au printemps 2005 avait déclaré au New York Times le 15 09 06 : « Nous pourrions facilement parler de 400 000 morts. » Cet auteur s'étant surtout basé sur les données CIJ et OMS, il avait conclu en avril 2006 à 450 000 morts. Francesco Checchi de la London School of Hygiene and Tropical Medicine avait déclaré notre estimation « mathématiquement correcte » et « suffisamment légitime » pour établir un chiffre plafond.

Quatre cents mille morts est une estimation pleinement crédible. Si ce n'est pas un fait démontrable, c'est beaucoup plus qu'une opinion. (Contrairement à ce qu'a jugé l'ASA vs.)

* Résultats CRJ ; 61% des interviewés furent témoins du meurtre d'un ou plusieurs membres de leur famille ; hors leur famille, 67% d'un meurtre, 28%, de morts des suites du déplacement avant d'atteindre le Tchad. L'étude ne put prendre en compte les familles où tous furent tués. (Reeves 28 04 06).

**180 000 morts, seulement pour la maladie et la malnutrition, et calculés depuis septembre 2003 et non février., jusqu'au printemps 2005 (Reeves 28 04 06).

Exactions

Alors que l'entour des villages est occupé par des nomades soudanais ou autres, les autorités chassent de leurs camps certains déplacés ou raserait ces camps au bulldozer. Que recherchent-elles? Que les déplacés deviennent dans leurs villages les ouvriers des nouveaux occupants ?

Les bombardements, passages à tabac, agressions sexuelles, enlèvements, meurtres, se perpétuent. Selon un rapport NU du 12 06 au 05 07, le plan d'enlèvements de masse qui commença avec le conflit du Darfour, continue toujours. On relève de nombreuses attaques des hommes de Minni Minawi sur un territoire qu'ils ont interdit à l'UA à cause de la signature de la paix d'Abuja.. L'UA paie des salaires aux représentants du gouvernement et aux groupes rebelles qui ont signé l'accord.

Attaques de camps de déplacés

Le camp de Al Salem fut attaqué, un policier tué et huit blessés. Selon certains, l'action est due aux hommes de Minni Minawi qui cherchaient à récupérer des armes qu'un d'eux aurait emporté au camp de Kalma dans le but d'y attirer les forces gouvernementales, pour se venger du soutien qu'on y apporte à Abd el Wahid el Nour. Kalma a 90 000 habitants et aucune police depuis 2005. Effectivement 20000 (ou peut-être seulement 2800) hommes, armée, police, service des frontières probablement janjawid, encerclèrent le camp et l'attaquèrent. Quarante véhicules (donc près de 600 personnes dont des policiers et des SLA/Minni Minawi entrèrent dans le camp et arrêterent les suspects. Les habitants n'avaient pas d'armes, souligne Abd el Wahi el Nour indigné, sinon ils se seraient défendus. Ils se contentèrent de manifester. Vingt à trente d'entre eux furent arrêtés. Le MJE et le leader de l'ALS/Abdel Shafi s'indignèrent aussi.

(Reuter 20, 21 08, source privée, S T 21 08 (2 fois) 23, 25 08, IRIN 22 08)

Les arabes cherchent à jouer un rôle avec les rebelles

Stephanie McGrummen Washington Post

Traduit et résumé par VS

Le tout nouveau mouvement arabe Front des Forces Unies Révolutionnaires (URFF) dit représenter les tribus arabes nomades, injustement assimilées aux janjawid qui veulent participer aux négociations de paix, dit al Hadi Abdel Gadir, le porte parole du mouvement dont les leaders tribaux ont refusé de rejoindre des milices janjawid. Les nomades sont devenus des victimes, parce que les routes de migration ont été coupées (en grande partie par la guerre), les relations économiques, rompues (notamment le commerce des chameaux se faisait avec le Tchad, la Libye et l'Égypte); les chameaux ont perdu la moitié de leur valeur) et les conflits tribaux accrus à cause de la prolifération des armes. L'URFF exprime la désillusion croissante des communautés arabes du Darfour à l'égard du gouvernement soudanais, ce qui est potentiellement dangereux pour Khartoum qui s'est appuyé sur le soutien arabe ou au moins sur sa neutralité dans le conflit. « Car, dit Eric Reeves, qu'a donné Khartoum aux arabes dans l'ensemble ? Il a donné aux janjawid des armes et de l'argent. Mais cela ne profite pas à la société arabe dans l'ensemble. »

Abd el Gadir refusa de commenter la puissance des forces de son groupe sur le terrain mais énuméra plusieurs campagnes militaires contre le gouvernement au cours des mois précédents. Il dit que son groupe, fondé en 1999 par des étudiants de l'université de Khartoum, avait essayé de se joindre à l'un des mouvements rebelles qui l'avait rejeté, craignant que ce ne soit des espions : « Nous avons décidé que si nous ne prenions pas les armes, le gouvernement ne nous écouterait pas... Nous sommes une nouvelle génération, nous connaissons nos droits. Le gouvernement a fabriqué ce conflit qui ne devrait pas être pro ou anti arabe. » Le groupe, dont le logo est une épée traversée d'un stylo à bille, a écrit aux NU, à l'Union Européenne et au gouvernement américain. Lui s'est installé à N'djamena parce que l'on peut parler plus facilement du groupe ici qu'au maquis.

L'Armée du Front Démocratique Populaire dit que l'URFF est sa branche armée. Elle est constituée d'arabes Rizeigat, Habbaniya, Terjam, Beni Halba, et de non arabes Fellata. « Ce groupe est vital, dit notre amie Julie Flint, parce qu'il représente une jeune génération d'arabes darfouriens qui refusent de mourir pour un gouvernement sis à 1600 kilomètres, qui a toujours négligé tous les Darfouriens, arabes et non arabes. ... Que ce groupe n'ait pas été invité à Arusha montre combien les gens qui organisent le processus de paix savent peu où se trouve le pouvoir réel dans les mouvements rebelles. » Le 11 août, ils capturèrent véhicules militaires et armes, le 13, douze soldats soudanais. « Nous avons dit au gouvernement d'arrêter les Forces de Défense Populaires (janjawid), et de laisser les gens vivre en paix. »

*

Tous les arabes ne sont pas du même avis : trente mille arabes sont venus du Tchad et du Niger pour s'établir dans les villages d'où ont fui les déplacés. Le gouvernement leur a donné la citoyenneté et des cartes d'identité, rendant impossible le retour des déplacés. Depuis novembre 2006, deux tribus arabes sont entrées en conflit pour une question de territoire : les Rizeigat, des nomades vachers très bien armés (janjawid ?), combattent des Turjam, originaires du Tchad, agriculteurs sédentaires et éleveurs de vaches. Après une trêve signée en février, les combats reprirent, faisant plus de 140 morts du 30 juillet au 8 août. Des interdictions de passage pour les nomades furent établies dans une nouvelle trêve.

Combats

Le 1er août, au moment de la conférence d'Arusha à laquelle il assistait, le MJE, soutenu par ALS/ ex-faction Minni Minawi qui fit sécession à la paix d'Abuja, attaqua la ville de garnison d'Adil au Kordofan où les troupes soudanaises protègent la voie ferrée. L'armée et ses alliés janjawid furent défaits, perdant une centaine d'hommes et beaucoup de matériel. Pendant ce temps, l'aviation bombardait quatre villages de la région. L'armée semble avoir repris la ville une semaine après. Le 28 août, les mêmes rebelles attaquaient la ville de garnison de Wad Banda, aussi au Kordofan, tenue par 1700 soldats. Selon les rebelles, ils prirent du matériel et firent aussi des prisonniers. Selon le gouvernement, ils furent chassés par la «

police », mais ses forces eurent 31 morts. Les rebelles ont dit qu'il n'y avait pas de cessez-le feu et qu'ils vengeaient les attaques de civils. L'UNMIS s'est élevée contre les seules attaques rebelles qui tendent à étendre la guerre. Le gouvernement a dit émettre des mandats d'arrêt contre les responsables avec l'assistance d'interpol.

L'armée se vengea en assaillant la zone de ces rebelles à Ashkanita mais aurait dû se réfugier dans la caserne de l'UA.

Selon l'ALS/Abd el Shafi, ses hommes auraient attaqué des soldats dans son territoire au Gebel Marra, où ils devaient bloquer les routes ; 40 soldats et 5 rebelles auraient été tués.

*

Le Pakistanais Ashraf Qazi fut accepté par le Soudan comme nouvel envoyé des NU à la place de Jan Pronk.

POLITIQUE INTERIEURE

Fausse tentative de coup d'Etat

Arrestation de Mubarak el Fadl par les forces de sécurité le 14 juillet au petit matin.

Il fit partie de l'Umma, mouvement politique d'opposition de son cousin Sadiq el Mahdi, le premier ministre renversé par le coup d'Etat qui amena le régime actuel. Il eut un rôle important dans la formation de l'Alliance Nationale Démocratique qui unissait tous les partis d'opposition, y compris le MLPS. Fadl se sépara de Sadiq en 2002, formant le parti *Umma, Réforme et Renouveau*, rejoignant le Congrès National (CN) début 2003 et devint conseiller présidentiel. Il fut renvoyé fin 2004 après avoir reçu une invitation des Etats-Unis sans l'autorisation de Béchir. Il entra dans l'opposition et critiqua la politique au Darfour.

La Sécurité alléguait des accusations contradictoires : une tentative de coup d'Etat, des tentatives d'assassinats de membres du gouvernement, enfin l'organisation de sabotages dans Khartoum avec des caches d'armes. On en trouva peut-être, mais sans lien avec lui. Parmi les recherches d'armes illégales effectuées à Khartoum, il y eut de lourds raids sur des bureaux du MLPS sans qu'il en soit informé, ni présent. Un portrait de Garang aurait été lacéré. Le MLPS demanda des excuses ; curieusement Nafi Ali Nafi, assistant présidentiel, déclara l'action « regrettable »

Puis vinrent les explications incompatibles de la Sécurité. Mubarak aurait recherché l'appui de Qaddafi qui l'aurait dénoncé et des Etats-Unis qui ont immédiatement nié. Puis Khartoum minimisa ces faits. La chaîne de télévision Al Jezira reprit cette dernière annonce faite par Nafi Ali Nafi et fut injuriée par Khartoum, ce qu'elle trouva « pathétique ». La presse eut l'interdiction de s'occuper de cette affaire. Selon Sadiq el Mahdi, c'est la cinquième fois que le régime parle de tentative de coup d'Etat, sans arriver à rien.

Un membre du DUP fut aussi arrêté, mais relâché le lendemain. Puis quatorze officiers furent arrêtés, puis en tout quarante-quatre personnes, onze furent libérées, trente trois remis au ministère de la justice, qui lui, parla de 25 personnes. Le gouvernement prétendit établir une commission d'enquête dont les membres ne furent pas informés. L'avocat de Mubarak n'eut toujours pas le droit de lui rendre visite un mois après son arrestation, mais sa famille, si.. Sa santé se détériore. Selon *Amnesty International*, huit détenus furent lourdement torturés. Pour l'un d'entre eux, Ahmed Salman, membre du DUP, c'était pour qu'il accuse Mubarak el Fadl, dont le journal qui a filtré dans la presse rapporte le désespoir des officiers de Sécurité de ne pas trouver de preuves. On comprend leur désir d'obtenir des aveux. Le MLPS condamna ces détentions illégales. En fait, la réunification du parti Umma se préparait, des liens avec le MLPS existaient, ce qui fait courir un risque au CN pour les prochaines élections et semble avoir été une des raisons de cette arrestation.

Le gouvernement a bien du mal à vendre l'idée de cette arrestation à une opinion publique sceptique. (Articles de Wasil Ali in *Sudan Tribune* 14 07, 14 07, 16 07, 16 07, 18 07, 25 07, 28 07 14 07 14 07 17 09 Reuter 14 07 10 08 08 09, 10 09 AP 16 07)

(suite page 8)

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Octobre 2007 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Arrestations arbitraires L'avocat Kamal Omar a été inculpé de diffamation et mis au secret le 3 septembre : principal défenseur devant la cour réunie pour juger le meurtre de Mohammed Taha, il avait publié la semaine précédente, dans le journal du Parti Populaire auquel il appartient, un article sur les tortures infligées aux suspects par les services de sécurité. Taha, éditeur du quotidien arabe al-Wifaq s'était attiré la vindicte des islamistes par ses articles sur les origines du Prophète. Son cadavre décapité et ligoté fut retrouvé en septembre 2006 sur une piste de la capitale. La plupart des 19 accusés sont des Fur, majoritaires au Darfour. Début août, deux d'entre eux sont revenus sur leurs aveux. Ishac al Sannusi affirma qu'un officier brandissant une seringue l'a menacé d'une injection mortelle et qu'un autre, plus âgé, lui dit pendant l'interrogatoire que « il tuerait tous les Fur et violerait leurs femmes ». Plusieurs incidents ont émaillé le procès depuis qu'il s'est ouvert en février : une femme a accouché en prison et le témoin-cléf de l'accusation, une femme qui aurait entendu trois hommes comploter l'assassinat, n'en a reconnu qu'un (Reuter, ST, 9 08, 3 09).

Dangereuse contamination chimique au Sud Le réseau *Famine early warning system* met en garde contre une dangereuse contamination chimique due à la production pétrolière, qui touche les hommes et le bétail (AC 23 07)

Menace terroriste à Khartoum, lourde censure des journaux Le 18 août, la Grande-Bretagne prévenait ses ressortissants d'un « risque élevé d'attaques terroristes contre les intérêts occidentaux », après la découverte à Khartoum de trois caches de grenades et de munitions et l'arrestation de huit Soudanais. Selon le ministère de l'Intérieur, cette affaire n'aurait rien à voir avec le terrorisme mais avec les perspectives de paix au Darfour, qui inciteraient les rebelles à entrer dans la capitale avec leurs armes. Le journal *al Rai al Shaab* (17 000 exemplaires détruits), lié au Parti du congrès populaire, et les quotidiens indépendants *al Sudani*, *al Shahafa* et *al Ayyam* ont été censurés pour avoir transgressé l'embargo du gouvernement. Les autorités affirmèrent détenir tous les complices sauf deux et ne craindre aucune « menace terroriste ». (Reuter, ST, 18 08, 21 08, 22 08, 25 08).

Fin de l'immunité pour les policiers ? Des décrets levant l'immunité judiciaire des policiers accusés de crime viennent d'être publiés – l'armée et les services de renseignement ne sont pas concernés par cette mesure. D'autres décrets dont nous ignorons tout, portent sur le traitement des détenus civils et des quelque 70 observateurs internationaux opérant au Soudan, pour la plupart au Darfour. (Reuter, ST, 21 08).

USS Cole La cour de Norfolk en Virginie (USA) a condamné le Soudan à verser 7,9 million \$ d'indemnités aux familles des 17 marins du USS Cole, tués en 2001 dans l'attentat suicide de deux militants d'Al-Qaïda dans le port yéménite d'Aman. L'argent sera pris sur les 68,2 millions d'actifs soudanais gelés par les autorités américaines en raison des liens terroristes du régime. Khartoum, a déclaré vouloir faire appel du jugement (Reuter, ST, 25 07, 27 07).

Guantanamo Après la libération de Sami al Hajj, caméraman de la chaîne d'el Jezira arrêté en 2001 en Afghanistan, les familles de neuf autres détenus ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum pour obtenir leur élargissement. Les Américains l'ont relâché après une grève de la faim de plus de 200 jours, à condition qu'il ne retourne pas travailler au Qatar. Ils ont refusé d'ouvrir leur base de Guantanamo à une délégation du Parlement soudanais (Reuter, ST, 9 08, 15 08, 19 08).

Vaccinations Alertés par quelques cas de poliomyélite signalés au Tchad, l'Unicef, l'OMS et le ministère de la santé soudanais ont formé près de 40 000 personnes pour vacciner en trois jours 4,9 millions d'enfants de moins de 5 ans, vivant dans les régions frontalières du Nord et au Darfour – où les inondations ont empêché d'atteindre 20 % de la population cible. Les combats de la région d'Avila (Sud Darfour) ont interdit toute intervention. (Reuter, ST 8 08).

Inondations En 2006, la cote du Nil à Khartoum a dépassé celles des deux crues de 1946 et 1988, faisant 27 morts et détruisant 10 000 maisons ; pour la première fois depuis des années, une épidémie de choléra a touché 25 000 personnes et en a tué 700. Cette année, depuis juin, les pluies diluviennes qui tombent sur le pays ont entraîné presque dans tout le pays des inondations d'une ampleur inégalée. Des communautés entières ont été dévastées, les crues emportant le cheptel et endommageant gravement les fermes, routes, ponts, latrines, hôpitaux, écoles, submergeant par endroits

les puits, réservoirs et usines de traitement des eaux : début septembre, on déplorait plus d'une centaine de morts, près de 300 blessés, 195 écoles et 70 000 maisons détruites, 50 000 hectares ravagés, 36 000 têtes de bétail noyées. Le choléra s'est déclaré ; le 14 août, un représentant de l'OMS précisait : « alors que nous considérons comme élevé un risque évalué à 2-3 %, à Gedaref, il est estimé à 6-7 % » ; le 22 août, un rapport officiel du ministère de la santé reconnaissait que, dans 70 % des cas de diarrhées observées dans l'Est, le test du choléra était positif mais le nom de la maladie reste tabou à Khartoum, où les officiels parlent de « diarrhée aqueuse aiguë » ; le 5 septembre, on comptait un millier de malades et une soixantaine de victimes. Le Bureau de l'ONU pour la coordination des crises humanitaires a envoyé des camions-citernes d'eau potable dans les zones les plus touchées, fourni aux populations déplacées des tentes ou des feuilles de plastique pour faire des abris, des jerrycans, des batteries de cuisine, des couvertures et des nattes pour dormir, mis en place 17 centres où des volontaires donnent des conseils d'hygiène tout en distribuant tablettes de chlore, moustiquaires et savons. Critiqué dans les journaux pour n'avoir pas anticipé ce désastre, le gouvernement a mis en place un centre de crise fin juillet ; bien que l'ONU ait alloué une aide de 13,5 millions de \$, dont 8,5 pour 11 projets de secours d'urgence pilotés par cinq de ses agences, le Soudan lui reproche de sous-estimer les besoins, qu'il évalue à 34,7 millions de \$. D'après le chef de la Commission d'évaluation des effets des pluies et des crues, le pays a dépensé 25 millions de \$ sur ses fonds propres et reçu des pays arabes 50 millions de \$ pour secourir les quelque 70 000 familles et 3,5 millions de personnes affectées. La communauté internationale, dit-il, doit maintenant aider son pays à « éviter les effets de la détérioration écologique » entraînés par cette catastrophe. Les météorologues ne prévoient aucune amélioration avant la fin de la saison des pluies, en octobre. (Reuter, ST, 3 07, 10 07, AFP, ST, WFP, 12 07, AFP, ST, Xinhua, 18 07, ST, ST, 29 07, 1 08, AFP, ST, 8 08, IRIN, AFP, ST, 9 08, Reuter, ST, 14 08, AP, ST, 16 08, AFP, ST, 17 08, AP, ST, Reuter, ST, 20 08, Reuter, ST, 22 08, 24 08, AP, ST, 29 08, Reuter, ST, 04 09, 05 09)

Soigner les soignants Lancé en 2001 par la Conférence des évêques catholiques du Soudan, ce programme s'adresse aux cadres ecclésiastiques et à tous les fidèles soucieux d'aider leurs compatriotes à surmonter les traumatismes liés à la guerre civile et aux violences innombrables qu'elle a déchaînées. Au cours d'une formation donnée en deux fois deux semaines, les futurs conseillers abordent les troubles émotionnels et cognitifs, les symptômes de détresse physique et psychique. Mettant l'église d'Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix, ce projet veut aboutir à une vraie guérison des victimes en les aidant à restaurer leur intégrité personnelle. L'ouverture en 2006 à Rumbek d'un premier centre pilote de conseils et de ressources, anticipe l'ouverture de structures analogues dans les diocèses d'el Obeid, Torit, Yei, Tombura Yambio et Wau. La préoccupation principale est maintenant d'arriver à diffuser cette démarche dans le Nord-Soudan, où il est très difficile d'obtenir des visas d'entrée. (*Heal the Healers, annual report 2005/2006*, Nairobi, Kenya : healers@clubinternet.com)

Réfugiés palestiniens au Soudan Depuis la guerre d'Irak, près de 19 000 Palestiniens ont quitté le pays. Béchir a accepté d'en accueillir 1400, bloqués sur la frontière de l'Irak avec la Syrie, qui refuse de les recevoir. Mais après 20 ans de guerres, de famines et d'épidémies, 4 millions de Soudanais, dont près de 2 millions au Darfour, luttent eux-mêmes pour avoir l'eau potable, la nourriture et les soins médicaux dont ils ont un besoin urgent. (ST, 29 08)

Nationalité israélienne à des Darfouris Le gouvernement va accorder la citoyenneté israélienne à 300 réfugiés Darfouris. Il espère ainsi clore la polémique qui l'a opposé cet été aux partisans du droit d'asile, indignés du sort fait aux migrants. Le 2 août, le meurtre, commis sous les yeux de soldats de Tsahal, de quatre Soudanais à coups de feu, de pieds et de bâtons par les gardes-frontière égyptiens a enflammé l'opinion. (*Les Israéliens pensent devoir soutenir les victimes de génocide VS*). Une pétition affirma que le peuple juif a l'obligation morale d'accorder sa protection à ceux qui la lui demandent. Pourtant le 18 août, Israël renvoyait en Égypte 50 Soudanais. Depuis les printemps, l'afflux de Darfouris venus des bidonvilles du Caire, première étape de leur exil, s'explique par l'espoir d'être mieux traités et de pouvoir faire vivre leur famille. Le premier ministre Ehud Olmert a longtemps atermoyé. Pour Meir Sheerit, ministre de l'Intérieur, « Israël, avec son histoire, doit offrir assistance. Mais un quota doit être fixé. » (Reuter, Rafah, 11 07 ; AFP, Rafah, 22 juillet ; ST, Rafah, 23 07 ; AP, 02 08 ; AFP, 03 08 ; Le Monde, 04 08 ; AP, 06 08 ; Reuter, ST, 08 08 ; AP, 10 08 ; AFP, AP, 19 08 ; HRW, 24 08 ; AP, 5 09.)

Pétrole

Les exportations du Soudan se sont accrues de 45 % au premier semestre par rapport à la même période de 2006, et les revenus tirés se sont accrues de 55 %. Selon l'agence officielle, cela a entraîné un excédent commercial (ST 19 09). Les exportations de pétrole se montent à 425 000 barils par jour et à de petites quantités de produits raffinés. (Reuter 28 07). Un deuxième terminal a été installé à Port Soudan (AFP 11 07) La société BP inclut le Soudan dans ses statistiques mondiales sur le pétrole. Les réserves sont stables, de nouvelles découvertes remplacent la production tirée des réserves soit 6 milliards de barils. (ST 17 07).

La production de la China National Petroleum Corp risque d'être affectée par les inondations dans ses champs pétroliers, dues aux crues. (Reuter 22 Août). Cependant les exportations de septembre seront maintenues à 400 000 barils/jour (Reuter 29 08) La production de Nile Blend a baissé de 15 %. Les réparations en cours dureront 4 à 6 semaines. (Reuter 12 09).

Une Conférence sur les questions du pétrole au Sud sera organisée en décembre 2007 à Bentiu (Haut Nil Occidental) par des ONG pour encourager la transparence (ECOS)

Le bloc pétrolier 13 en Mer Rouge a été attribué à la société chinoise CNPC, avec en minorité des sociétés indonésiennes, soudanaises et nigérianes (Reuter 28 07).

Lundin Petroleum (Suède) et Petronas (Malaisie) risquent devoir abandonner leurs droits sur une partie du bloc 5B au profit du Gouvernement du Sud Soudan (Thomson Financial 02 08). Le gouvernement du Sud Soudan définit un nouveau bloc pétrolier (bloc E) qui sera décidé par la commission pétrolière Nord/Sud (ST 19 09). Des dirigeants de Total se sont rendus à Juba pour tourner la page de l'affaire White Nile et lancer la prospection du bloc B (LOI 1221). La recherche sismique et les forages doivent reprendre à la fin de l'année ; la production ne pourra démarrer que dans 6 ans. La société dit se soucier des questions des mines et des besoins humanitaires (Dow Jones 26 09).

Sanctions

Nouvelle campagne aux Etats-Unis pour retirer les investissements américains du Soudan. 20 Etats fédéraux et 50 universités l'ont déjà fait (Dow Jones 05 09). Par exemple dans Petrochina, Sudan Telecom, et de sociétés indiennes travaillant au Soudan (Financial Times – Courrier international 2-22 août). Hilton se retirera du Soudan (hôtels à Khartoum et Port Soudan) d'ici fin 2007 à cause des menaces de sanctions du Trésor américain. (ST 06 08).

Les investissements étrangers ont baissé à partir du second trimestre 2006, selon les chiffres du FMI (ST 12 08). Il n'est pas clair s'il y a une relation entre ces deux faits.

Total négocie avec les fonds de pensions américains, des actionnaires importants, pour les convaincre que son action est favorable au développement du Sud (Dow Jones 26 09).

Economie (Nord Soudan)

Le gouvernement demande une remise de dette au FMI pour pouvoir rétablir ses réserves de change et pour faire face aux obligations des accords de paix (Reuter 14 09). *Et lui permettre d'acheter plus d'armes VS.*

Projets militaires et autres Le Soudan développe des drones, avions de surveillance militaire sans pilote (ST 02 09). Le projet Development Market Place de la Banque Mondiale a reçu 523 propositions de projets à financer ; 57 projets finalistes ont été retenus. (ST 19 08).

L'Inde accorde un prêt de 4 millions de dollars pour réhabiliter les entreprises publiques textiles (ST 21 07). Il y a des retards de paiement pour une conduite de pétrole construite par les Indiens entre la raffinerie de Port Soudan et Khartoum en 2005. Le Soudan recherche des investissements de l'Inde dans les secteurs autres que le pétrole (ST 08 08).

Invasion de criquets pèlerins près de Khartoum, à la suite des inondations (ST 06 09).

Affaires Développement important de la téléphonie mobile. Au second trimestre 2007, 11,5 % de la population est pourvue d'un téléphone mobile, et le marché de ce secteur est très concurrentiel, avec l'arrivée du Sud africain MTN (Reuter 15 08). Mobitel demande au

gouvernement de ne pas accorder de licence à de nouveaux opérateurs au-delà des 4 existants. (ST 15 07). Sudatel a eu une licence de téléphonie mobile et fixe au Sénégal (ST). La société de transport fluvial River Transport Authority a été vendue à des investisseurs du Koweït pour 73,5 millions \$ représentant 70 % du capital, le gouvernement en conserve 20 %. (Reuter).

Economie (Sud Soudan)

Finances Baisse des recettes pétrolières au Sud qui ont passé de 76 millions de dollars en janvier à 29 millions en mars, mais seraient remontées à 125 millions en juillet. Le gouvernement cherche d'autres recettes, comme les taxes douanières et il cherche aussi à réduire les dépenses, principalement en démobilisant les milices incorporées à l'armée et en faisant la chasse aux « fonctionnaires fantômes ». (Reuter 23 08). Le Sud Soudan a ordonné à la Sudan Standards and Meteorological Organisation de cesser ses activités au Sud, qui gère lui-même les douanes (Miraya 14 07).

L'ONU affirme que les fonds alloués pour la paix au Darfour ne seront plus pris sur les fonds pour le Sud Soudan (Miraya 07 09). Conséquences des financements plus faibles que prévus : les routes de Juba seront finies mi 2008 au lieu de juillet 2007 (Reuters 09 07). La population est toujours mécontente du comportement de sociétés pétrolières, ainsi à Paloich et se plaint de voir se dégrader sa situation sans bénéficier de la paix. (Business daily, Nairobi 08 08).

Problèmes fonciers De nombreux problèmes fonciers apparaissent après la guerre, en l'absence de cadastre qui prendrait de nombreuses années à être établi. Ainsi, à Juba : des centaines de citoyens ont porté plainte pour vente illicite de leurs terrains par des affairistes (Reuter 18 08).

Projets Avec l'aide de la Banque Mondiale et des Nations Unies, le gouvernement lance un programme d'équipements urbains d'urgence dans 10 villes du Sud pour un montant de 11,6 millions \$ (ST 15 08). On n'a pas d'information sur le contenu précis de ce programme, sinon qu'il concerne des services urbains de base. Un accord a été signé avec la Banque Mondiale pour la première tranche d'un projet de reconstruction dans 5 régions pour 14,8 millions de dollars : eaux, routes, déminage, éducation et services de santé de base, formation professionnelle. Un second projet de 7,7 millions de dollars porte sur l'élevage. (ST 15 08). La Chine négocie avec le gouvernement pour financer des projets : électricité, pétrole, routes, logements, ... (ST 31 08).

Le Sud Soudan approuve un document sur la politique de l'eau après discussion avec toutes les parties en cause (ST 09 08). Nouveau Port inauguré à Juba, construit par la coopération japonaise (ST 22 08). L'on considère ce nouvel équipement est déjà insuffisant, car le transport par le fleuve est beaucoup moins coûteux que par les autres voies (ST 22 08)

Lancement d'un appel d'offre pour une entrée de télécommunications (téléphone mobile et internet) à Juba, ce qui évitera de devoir passer par l'Ouganda (Reuter 13 09). Accord informel à deux sociétés britanniques pour des explorations géologiques sur l'or et l'uranium près de la frontière du Kenya. L'accord est informel, car la législation minière n'a toujours pas été établie (ST 04 08).

Education Début de la construction d'une université à Rumbeck (4^{ème} Université du Sud Soudan) (ST 06 08). De leur côté, les évêques catholiques du Soudan, réunis à Khartoum veulent établir une université catholique (ST 20 07). Le Kenya va envoyer 1750 enseignants dans le primaire, le secondaire et l'enseignement technique. Ils seront payés par le Sud Soudan. (Xinhua 29 08).

Affaires Les sociétés aériennes kenyanes sont très actives au Sud Soudan avec le développement de ce trafic. Huit sociétés kenyanes ont des vols directs entre les deux pays (Business daily 27 08). Manque d'hôtels à Juba : Les Chinois vont construire un nouvel hôtel préfabriqué à Juba où la demande est très forte : une nuit dans une tente peut coûter 100 \$ (Reuter 21 08). Des investisseurs créent une banque avec un capital de 20 millions de dollars. (ST 26 08).

SUD-SOUDAN

ALPS, Armée de Libération du Peuple Soudanais, d'abord armée insurgée, puis armée du Sud,
MLPS, d'abord mouvement insurgé, puis parti politique, CPA, accord de paix

Grandeur et décadence de l'accord de paix

Ban Ki Moon, secrétaire général des NU, **Andrew Natsios**, envoyé spécial de Bush au Soudan, ont insisté pour la mise en oeuvre du CPA. **Mansour Khaled**, ancien conseiller de Garang, MLPS, conseiller de Béchir, affirme : « *L'échec de la mise en oeuvre du CPA affectera tout le continent africain.* »

A une conférence des chapitres MLPS qui comprenaient des membres de la diaspora, **Salva Kiir** déclara, sans autres précisions, que le gouvernement userait de nombreuses supercheres lors du référendum. Il ajouta que le Sud avec ses gouvernements, constitution, pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, gouvernements d'Etats et banque, peut s'administrer sans Khartoum, et que si le CPA était mis en oeuvre il accorderait une longue coexistence pacifique à tous les Soudanais. Lors d'un discours devant le Secrétaire général des NU, il affirma que la guerre risquait de recommencer. **Béchir** répondit en substance qu'il n'avait pas l'intention de reprendre la guerre, comme si lui devait la déclarer, et que **à part Abyei**, cher au coeur des Sudistes, il appliquerait le CPA.

Déploiement des troupes

L'accord de paix (CPA) prévoyait que l'armée soudanaise se retire du Sud, l'ALPS du Nord, et que des unités jointes s'établiraient à des endroits précis. Le 9 juillet, date butoir, l'armée soudanaise laissait encore 13 100 hommes dans le Haut-Nil. Ce chiffre est contesté, puisque Khartoum n'inclut pas ceux qui sont « *partis* », ses miliciens qu'il aurait démobilisés. Le chef des NU au Sud-Soudan a déclaré à Reuter que les milices « *continuent à recevoir des paiements de l'armée soudanaise. Le problème est de savoir jusqu'à quel point elles en font partie ou pas.* » La remarque de Salva Kiir selon laquelle le gouvernement soudanais recrute encore des milices à Elobeya, Kordofan, laisse à penser que ce n'est pas pour le Darfour puisqu'il ajoute que c'est contraire à l'esprit du CPA (Isaac Vuni 11 07).

Autre contestation, selon Khartoum dans les champs pétrolifères l'ALPS est là mais les Unités jointes n'y sont pas. Selon l'ALPS, elles y sont mais l'armée ne leur a pas remis la responsabilité de la sécurité des installations pétrolières. Autre contestation de l'armée, l'ALPS serait toujours dans le Nord, Haut-Nil Bleu et Sud Kordofan. Mais le gouverneur du Haut-Nil Bleu, un MLPS, a déclaré que la plupart des troupes de l'ALPS s'étaient retirées avant le 9 juillet. L'armée aurait ajouté qu'elle ne se retirerait pas des régions pétrolières tant que l'ALPS ne se serait pas retirée des zones contestées. Qui doit donner le bon exemple ? La Commission politique du cessez-le-feu devait examiner la situation mais a repoussé ses réunions. Peut-être ne peut-elle pas envoyer d'inspecteurs pendant la saison des pluies ?

D'autre part, toujours d'après le CPA, armée soudanaise et ALPS doivent diminuer le nombre de leurs troupes. L'ALPS voudrait démobiliser 25 000 soldats. Elle attend plus ou moins pour le faire que les NU donnent aux démobilisés des outils agricoles, semences et autres pour qu'ils puissent réintégrer la vie civile. Elle dit être pressée car cela lui permettrait de se moderniser. L'ALPS aurait récemment acheté des avions (AC 23 07 07).

La frontière Nord/Sud Le sympathique expert britannique Douglas Johnson, l'un des membres de la commission d'Abyei, dont le dernier ouvrage *The Root Causes of Sudan civil wars* date de 2003, a indiqué que la frontière Nord/Sud qui existait lors de l'Indépendance, et dont le CPA, prévoit de reprendre le tracé, courait beaucoup plus au Nord qu'on ne l'imagine aujourd'hui. Le gouvernement du Sud-Soudan lui avait demandé « *quelques* » recherches sur le sujet. Il a retrouvé une centaine de cartes et des descriptions de frontières sous la domination britannique. Une équipe interviewe des Anciens et des chefs sur la ligne frontière.

Une nouvelle commission destinée à donner aux sudistes 20 à 30% des postes gouvernementaux, prévue par le CPA, s'est formée fin juillet. Savoir quelles positions iront aux sudistes n'est pas clair.

Pétrole Salva Kiir a rencontré le ministre du pétrole pour obtenir plus d'informations sur ses activités et ses décisions. Ce dernier créa des comités pour visiter le Sud-Soudan et promet d'y installer des magasins pour les dérivés du pétrole. Dans le même esprit pétrolier, Salva rencontra le ministre de l'intérieur, selon lequel ils auraient parlé de l'importance de déployer la police fédérale. On est un peu surpris. On imaginait que Salva aurait parlé de l'abus de pouvoir en région pétrolière qui permet d'empiéter sur les droits des autorités locales.

Relations extérieures du Sud-Soudan

Pagan Amun, le secrétaire général du MLPS, qui a nommé l'affaire du Darfour génocide, a rencontré au Caire le président Mubarak et des membres de la Ligue arabe, au mécontentement de Khartoum (AC 21 07 07). Salva Kiir s'est rendu en Chine où l'on peut penser qu'il a expliqué aux Chinois que l'indépendance du Sud-Soudan n'affecterait en rien les contrats pétroliers. L'ancien président kenyan, Daniel Arap Moi, devint envoyé spécial au Soudan pour aider à faciliter la mise en oeuvre de la paix au Sud et s'occuper aussi de la diplomatie régionale. Le chef du bureau de liaison du Sud-Soudan au Caire s'est entretenu de manière approfondie avec le premier secrétaire de l'ambassade britannique, puis avec le troisième secrétaire de l'ambassade d'Australie. Riek Machar a rencontré Abd el Wahid el Nour à Paris, y compris au Quai d'Orsay ; il échoua à le faire participer aux négociations sans conditions. Il rencontra une délégation MJE à Londres.

Les peuples du Nord inclus dans la guerre du Sud

Selon le CPA, les peuples du Nil Bleu et des Monts Nouba ont un droit de consultation populaire. Ils ont élu gouverneur du Nil Bleu, une région totalement abandonnée, Malik Agar, un MLPS qui était ministre des investissements au gouvernement central, accueilli par les applaudissements de milliers de gens. Il apportera démocratie, transparence, développement, ont-ils dit. **Salva Kiir reproche** à ceux qui ont répandu la rumeur de sa mort dans un accident d'hélicoptère puis celle de son assassinat par l'armée soudanaise, de prétendre que Khartoum veut reprendre la guerre.

Politique générale

Salva Kiir donne une partie de ses pouvoirs à Riek Machar De façon surprenante et parce que, dit-il, il avait enlevé un ministère au vice-président du Sud-Soudan, un Nouer, Riek Machar, Salva lui a remis :

- . Les programmes nationaux du Sud Soudan, tels le plan stratégique quinquennal, l'éradication de la pauvreté, et les plans gouvernementaux annuels.
 - . Les recensements, élections générales, référendum,
 - . Le travail des conseillers présidentiels,
 - . Les programmes d'aide financière,
 - . La participation et la représentation du peuple et du gouvernement dans les commissions nationales et les institutions, incluant fonction publique, corporations et sociétés publiques
- Riek Machar doit aussi superviser la mise en oeuvre du CPA, des contrats gouvernementaux et assurer toute autre fonction qu'il pourrait lui assigner. Il agit en son absence comme Président.

Pourquoi cette circulaire datée du 30 juillet n'est-elle rendue publique que début septembre ?

(suite page 8)

Sécurité Sud-Soudan

(suite de la page 7)

Discussions

Au quartier général de UNMIS à Juba se rencontrèrent des représentants de plusieurs agences d'aide américaines et européennes dont la Commission européenne, l'équipe des donateurs joints et USAID, réunis par le Groupe de travail du secteur de la sécurité sud-soudanais, composé en particulier de la Commission DDR, assisté par le programme NU/DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration). Le chef de cette délégation dit que sur 25 021 personnes identifiées par l'ALPS comme candidates au désarmement, 13 208 étaient pré-enregistrées. En sus de son rôle d'organisateur, le NU/DDR a fourni le transport du personnel qui se rendit en 28 lieux à travers le Sud-Soudan pour enregistrer les candidats au DDR. Sont inclus dans le programme des anciens combattants, des handicapés, des veuves et des orphelins. Les NU ont réuni plus de mille enfants soldats à leurs familles. Il fut fait état de la nécessité d'une collaboration entre les DDR Sud et Nord Soudan. La DDR Sud-Soudan a présenté ses plans et insisté sur le programme crucial de la Réintégration.

BARRAGES DU NORD

Des journalistes et avocats, arrêtés le 14 juin (*lire « barrage de la 3ème cataracte » in VS n°143*), furent relâchés après soixante jours. Fin août, 15000 exemplaires du journal communiste *Al Midan*, qui consacrait un article à de nouvelles arrestations à Kajbar, furent pilonnés (*AP, ST 20 08, Reuter ST 03 09*). Nous n'en savons donc rien.

Le Rapporteur spécial du Logement auprès du Conseil des Droits de l'homme des NU, a demandé la suspension des travaux de barrage sur les troisième et quatrième cataracte en Nubie jusqu'à ce qu'une étude indépendante soit menée sur leur impact. Il souligne aussi les nombreuses et importantes violations des droits de l'homme qui accompagnent les travaux (*Lire dernier VS*). Ce qui risque une cinquième révolution régionale au Soudan.

EXPULSIONS

En août, Khartoum expulsa le chargé d'affaires canadien et l'envoyé européen pour avoir essayé de venir en l'aide aux membres de l'opposition arrêtés, malgré l'aide importante que leurs commettants lui donnaient. Le Canada avait banni la vente de tout matériel militaire, dont nous ignorons l'existence (*Canwest News Service 25 08*). Il expulsa en contrepartie un diplomate soudanais. Louis Michel, commissaire européen au Développement, à notre indignation, s'est excusé et le Soudan a autorisé l'envoyé à terminer les trois semaines de sa mission.

Ce fut le tour du responsable de l'ONG *Care* deux jours plus tard. Il pense que c'est dû à un courriel interne à *Care* où il avait exprimé en octobre 2006, des scénarios de situation au regard de la sécurité du personnel. Une fuite avait passé dans la presse soudanaise. *Care* avait dépensé 60 millions de dollars, au cours des trois semaines précédentes.

TCHAD /RCA . Résolution 1778

Le Conseil de Sécurité a voté à l'unanimité la Résolution 1778 établissant la Minucrat à l'est du Tchad et au nord-est de la République Centrafricaine. Cette « présence multi-dimensionnelle » sera composée d'une force européenne et de 300 policiers tchadiens qu'elle sélectionnera, entraînera et conseillera. Le but de la Minucrat est d'établir les conditions favorables au retour volontaire des réfugiés et déplacés, en protégeant les populations civiles, en défendant les droits de l'homme, en facilitant l'aide humanitaire, la reconstruction et le développement. Elle soutiendra les efforts des gouvernements tchadien et centrafricain dans la mesure de ses possibilités, et maintiendra des contacts étroits avec le gouvernement soudanais. **Est-ce un soutien au président Déby dont les rebelles tchadiens ont annoncé qu'ils le combattaient ?**

Politique intérieure

Interview de El Tourabi par Sudan Tribune : Courts extraits résumés et traduits par VS

(*Eminence grise au pouvoir de 1989 à 1999/2000. Après quoi, il fut limogé et fonda son propre parti, le Congrès Populaire VS*).

L'expérience de Tourabi au pouvoir fut un échec. Il est devenu pragmatique et libéral et ses opinions ont changé. Les membres du Congrès National (CN, parti au pouvoir) se trahissent les uns les autres, se réconcilient mais ne s'assassinent jamais. Seul le peuple a le privilège de mourir. Le régime est devenu une dictature que l'on ne peut renverser. Il a été établi par un parti efficace et bien organisé. Bien qu'il y ait des factions, elles gardent une certaine unité à cause du pouvoir et de l'argent. Leurs services de sécurité sont bien meilleurs.

Tourabi est sceptique sur les prochaines élections. Le CN utilisera la puissance et l'argent pour rester au pouvoir. Il peut arrêter des gens par des mesures de sécurité d'urgence et exercer des pressions économiques sur les villageois. Il forme maintenant des centaines de gens qui surveilleront les élections. La réémergence du tribalisme vient de ce que le CN a perdu son attrait. (Ces élections seront théoriquement libres. L'ancien système nommait une partie des « élus » et n'autorisait que le CN et de rares partis à se présenter. Aux dernières élections libres, sans vote d'une partie du Sud qui n'est pas musulman., le Front National Islamique, ancêtre du CN, eut moins de 10% des voix. VS) Il manque de programmes comme les partis d'opposition qui ne comptent que sur l'allégeance personnelle. Le MLPS n'est pas un parti, c'est une armée. Le CN veut annuler le CPA (accord avec le Sud) qu'il ne veut pas mettre en oeuvre.

La communauté internationale n'a pas de motifs coloniaux au Darfour, elle est touchée par la tragédie humanitaire. Les forces africaines et asiatiques sont elles aussi étrangères. Le gouvernement ne pourra pas résoudre la crise lui-même. Si elle dure trop longtemps, les insurgés demanderont l'indépendance.

Sur notre site internet www.vigilsd.org

Résolutions du Conseil de Sécurité

- 1769 Force au Darfour

- 1778 Force au Tchad et RCA

S O M M A I R E

Vagues scélérates <i>Bételgeuse</i>	p. 1
DAR FOUR	
Forces hybrides bancales	p. 2
Arusha	p. 2
Combien de morts ? <i>Alex de Waal ; Eric Reeves</i>	
Les arabes cherchent à jouer un rôle avec les rebelles <i>Stephanie McGrummen</i>	p. 4
Combats	p. 4
Exactions	p. 3
TCHAD/RCA Résolution 1778	p. 8
POLITIQUE INTERIEURE	
Fausse tentative de coup d'Etat	p. 4
<i>Tourabi</i> , interview <i>Sudan Tribune</i>	p. 8
DROITS DE L'HOMME <i>Deimos</i>	p. 5
PETROLE, ECONOMIE, ARMES <i>Nekkar</i>	p. 6
SUD-SOUDAN	
Grandeur et Décadence de l'accord de paix	p. 7
Politique générale	p. 7
Sécurité	p. 8
BARRAGES DU NORD	p. 8
EXPULSIONS	p. 8